

sachant et croyant que les affaires de ce pays seraient vigoureusement et convenablement administrées, pas un *farthing* ne sortirait des goussets des habitants du reste du Canada, et que le Nord-Ouest paierait le coût de son propre chemin de fer et le construirait. Conformément à cette politique, le parlement, dans sa sagesse, a mis de côté 100,000,000 acres de terre pour rembourser au reste du Canada l'avance temporaire de \$5,000,000 faite pour construire cette grande route. En suivant cette politique, nous avons naturellement été obligés de faire attention à ce que, tout en ouvrant le pays et en prenant les moyens de pourvoir chaque colon d'une étendue suffisante de terrain, on exécutât le plan de façon à ce que l'ancien Canada ne fût pas obligé de faire de nouveaux déboursés à une date ultérieure. Quant à la zone d'un mille, au temps où j'étais ministre de l'Intérieur, j'ai suivi, dans une large mesure, l'avis et les recommandations de mon honorable ami l'orateur qui m'a précédé. Mon honorable ami a, dit-on, trouvé la chose dans le *Hansard*, mais je n'ai pas le *Hansard* par devers moi, attendu que je ne suis pas comme mon honorable ami ou l'honorable ami qui siège derrière moi, un collectionneur de discours—mais je me rappelle parfaitement les remarques qu'il a faites et je suis sûr qu'il ne le niera pas—que bien que chaque colon doive être nanti du droit d'avoir son *homestead*, il n'y a pas de raison pour qu'il devienne millionnaire, et le gouvernement devait faire bien attention à ce que les emplacements de villes et les endroits de valeur le long de la ligne fussent vendus leur plein prix pour former un fonds à même lequel on construirait le chemin de fer. L'honorable monsieur a appuyé fortement devant la Chambre sur la convenance, l'urgence et la justice qu'il y aurait à vendre les terres situées le long de la voie,—en autant qu'il peut s'agir des emplacements de villes—de façon à pouvoir avec certitude en faire servir le produit à la construction du chemin de fer. Tous ceux qui ont traversé cette région—je n'ai pas fait cette expérience—savent que depuis la rivière Rouge jusqu'à Calgary, il y a peu d'endroits indiqués avec certitude par la nature comme emplacements de villes. La contrée est une vaste prairie, et il n'y a, dis-je, qu'un ou deux endroits indiqués par la nature, comme futurs emplacements de villes. Règle générale, c'est un pur accident qu'un endroit devienne l'emplacement d'une ville ou reste simple localité rurale. Il serait donc tout à fait impossible au gouvernement de découvrir les lieux où devraient en toute probabilité se trouver les emplacements de villes. Mais il y a une autre raison que j'ai eu occasion d'exposer assez au long dans le cours de la dernière session. Lorsque l'élan dont l'honorable monsieur a parlé, s'est fait sentir dans le Nord-Ouest, les spéculateurs se sont précipités sur tous les endroits qui longent la voie, et il y avait grand danger que le colon honnête et de bonne foi qui désirait avoir un *homestead* dans le voisinage du chemin de fer fût évincé par les agents payés des spéculateurs qui envoyaient par douzaines et même par centaines des myrmidons gagés pour faire des établissements de colonisation faux, fictifs et frauduleux. Pendant la fièvre de la spéculation, il était toute à fait impossible de faire la différence entre l'honnête colon et le colon d'aventure aux gages du spéculateur. Ces agents rémunérés étaient répandus sur tout le pays, ainsi que la chose a été admise par l'honorable représentant du Manitoba qui a parlé l'an dernier. Alors des individus qui prétendaient être d'honnêtes colons se sont rendus sur les terres, y ont mis des clôtures et ont mis négligemment en culture quelques petits morceaux de terre. C'étaient des agents payés par des spéculateurs, qui recevaient une commission en sus de leur salaire mensuel, et il y avait danger que la terre restât dans le même état que celle située dans le voisinage immédiat de Winnipeg, c'est-à-dire qu'elle fût détenue par des spéculateurs en vue d'obtenir une plus-value au grand détriment de cette partie du pays et au grand détriment aussi de la ville elle-même et de l'honnête colon. Pour ce qui est de la terre située entre la voie ferrée et la

Sir JOHN A. MACDONALD.

ligne frontière, pas un seul honnête colon, pas un seul immigré de bonne foi qui s'est fixé sur un lot quelconque, n'a été dépossédé; pas un seul homme n'a été troublé. Tant qu'il y a eu une réserve il a dû y avoir de l'incertitude dans l'esprit des gens, mais cela doit être et devra exister tant que toute la contrée ne sera pas colonisée. C'était la section la plus avantageuse et c'était la partie de tout le Nord-Ouest qui avait le plus de valeur. C'est la partie que nous voulions avoir et que notre intention était de commencer à vendre dans le but de nous rembourser du prêt fait par la population du Canada à la population du Nord-Ouest.

M. l'Orateur, cette fièvre est finie. L'exagération des prix a été excessive, et, pendant un certain temps, la réaction a été proportionnée à cette exagération. J'éprouve du bonheur à croire que les prix ont repris leur condition normale; que la terre est actuellement détenue à des conditions raisonnables et non à des prix fictifs et avec une valeur de spéculation. Dès que le gouvernement a été convaincu et que le ministère de l'Intérieur a été sûr, vu la preuve mise devant lui, que le temps était passé où les spéculateurs se jetaient sur le Nord-Ouest avec des vues de spéculation et y établissaient des agents au moyen desquels ils faisaient de la colonisation frauduleuse; du moment que ces spéculateurs eurent assez à faire chez eux pour faire face à leurs obligations, sans avoir à s'emparer de nouvelles terres et à déposséder des colons de bonne foi, de ce moment le gouvernement—pas une minute trop tôt ni une minute trop tard—a retiré sa réserve. Et quelle a été la conséquence? La conséquence a été qu'aujourd'hui c'est le colon véritable, le colon réellement de bonne foi, et non l'agent, ni le spéculateur, ni le faiseur, ni le requin de terre qui va s'établir dans cette contrée; et qu'il vienne de la mère-patrie ou de l'ancien Canada, il est sûr de trouver son *homestead*, de le choisir et de pouvoir en jouir. Voilà, M. l'Orateur, ma réponse à l'attaque dirigée contre la politique du gouvernement.

Je considère que je suis personnellement responsable de cette politique; je suis aussi responsable de l'établissement des terres; je suis responsable de toute manière, et je suis tout à fait convaincu que le gouvernement a agi sagement en tenant à distance les accapareurs, lorsqu'il l'a fait, et que sa conduite a également été sage en ouvrant ces terres au colon en temps opportun.

L'honorable monsieur a attaqué les sociétés de colonisation, comme il l'avait fait, je crois, précédemment. Or, M. l'Orateur, ce n'est pas le gouvernement actuel qui a inauguré ce système de colonisation. Ce système, la concession des terres à des capitalistes dans le but d'encourager la colonisation, a été inauguré et pratiqué par nos prédécesseurs—il n'a pas été appliqué dans une très grande mesure, parce qu'ils n'en ont pas eu l'occasion, parce qu'ils n'avaient pas le pays, mais ils ont inauguré le système, et nous l'avons appliqué, et nous n'avons pas lieu de regretter de l'avoir fait. D'abord, si nous comparons la position des Etats de l'Est et de l'Ouest avec celle de notre propre Nord-Ouest, à l'époque où nous avons assumé l'administration des affaires, nous verrons que les meilleures terres du nord-ouest américain furent concédées aux compagnies de chemins de fer américains; que ces compagnies ont envoyé des agents dans tout l'univers, les meilleurs agents de l'univers, pour vendre leurs terres.

A cette époque, nous n'avions pas accordé de fortes subventions à de puissantes compagnies de chemins de fer. Le gouvernement employait tous les moyens en son pouvoir, sous forme de département d'immigration, pour encourager l'immigration. Il ne pouvait pas faire ce qu'il était possible à des particuliers, à des compagnies de chemins de fer, ou à des sociétés de colonisation d'accomplir. Le gouvernement a, dans une très grande mesure, mis à exécution la politique de ses prédécesseurs, et, en somme, cette politique a été couronnée de succès. Maints immigrants et maints colons ont été attirés dans ce pays par l'initiative